

CHRONIQUE

de la Semaine

FAIT DIVERS

**LA COMME
BACK P.4**

Brésil 2014

Jour J-27 : Déjà le visage des sélections

**C'est parti pour
le duel à distance P.7**

Hebdomadaire d'informations générales, d'Analyses et de Publicité

Rencontre aujourd'hui des partis parlementaires avec le Premier ministre pour faire la synthèse des propositions :

L'ANC pose encore une fois des préalables en réclamant un médiateur

P.3



Le PM Ahoomey-Zunu Jean-Pierre Fabre (ANC/CST)

Echanges gouvernement-partis politiques parlementaires mardi dernier :

Les acteurs politiques tiennent à la réussite du dialogue

P.3

Le cadre de discussions sur les Réformes institutionnelles et constitutionnelles sera connu aujourd'hui



Patrick Lawson (ANC/CST) Adjamagboh-Johnson (AEC) Georges Aidam (UNIR)

Projet d'électrification rurale :

Le DG de la CEET, Gnande Djeteli, satisfait du niveau d'avancement des travaux de la phase 2



P.4 Le DG de la CEET, Gnanadjeteli (g) en visite sur un chantier à Bassar...

Gestion efficiente et durable des ressources minières de l'UEMOA :

Vers une relecture du Code Minier Communautaire

P.5

Sortie de livre/ "Togo, démocratie impossible ? " de Jonas Siliadin présenté au public :



Jonas Siliadin, auteur

Revisiter l'histoire pour mieux envisager l'avenir ensemble

P.6

En prélude à la tenue des états généraux de la presse au Togo: Les associations professionnelles de presse et le comité scientifique ont échangé

Une journée d'échange sur les états généraux de la presse a rassemblé, le lundi 12 mai dernier dans la salle Agora Senghor à Lomé, associations professionnelles de presse, directeurs d'organes et le comité scientifique chargé des travaux préliminaires (déblayer le terrain, identifier les préoccupations majeures des journalistes et jeter les bases des Etats généraux de la presse togolaise) avant la tenue de ces assises prévues pour juin prochain. C'est une initiative du ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et de la Formation civique.



Photo de famille

Selon le président de ce comité scientifique, le vice-président de

la HAAC (Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication), Donko Balougou, cette initiative (les états généraux de la presse) a toujours taraboué les esprits. Pour lui, l'organisation des états généraux de la presse doit être considérée comme l'affaire de tous les

journalistes. " Une initiative aussi louable ne pourrait être enclenchée sans un minimum de préparation, sans un diagnostic approfondi avec des compétences avérées et la contribution de la plupart des organisations représentatives des professionnels des médias ",

a-t-il déclaré avant de souligner que cette journée d'échanges " devra jeter une lumière crue sur les zones d'ombres qui voilent encore la perception que les uns et les autres se font de cette rencontre du donner et du recevoir ".

Pour la ministre en charge de la Communication, Mme Anaté Kouméalo, " la tenue des états généraux constitue un événement majeur pour les acteurs des médias en particulier et pour toute la société togolaise en général ".

Pour elle, ce moment de dialogue entre les différents partenaires, permettra de porter un regard lucide sur les problèmes du secteur et de proposer des mesures actives devant aboutir " à un renouveau du paysage médiatique togolais ".

Mme Anaté a expliqué que ces assises sont une réponse à la demande exprimée par les journalistes eux-mêmes depuis septembre 2013. Une occasion pour la ministre de la Communication d'en appeler à la mobilisation de tous. " Le gouvernement ne peut aucunement faire les choses sans vous et encore moins à votre place. Il importe que les principaux acteurs concernés puissent disposer d'une bonne connaissance des fondamentaux relatifs à la tenue des états généraux à venir ", a-t-elle souligné.

Deux panels suivis des échanges très animés ont constitué les principales activités de cette journée.

Pierre A.

A l'occasion de la Célébration de la Journée de l'Europe

- Une réception organisée à la résidence de l'UE à Lomé - Le gouvernement réitère son engagement à opérer les réformes politiques L'opposition togolaise mise devant ses responsabilités

La Journée de l'Europe célébrée le 09 mai 2014 a été marquée à Lomé par une réception donnée par le chef de la Délégation de l'Union européenne (UE) au Togo, Nicolas Berlanga-Martinez, à la résidence de l'UE sise dans l'enceinte de la Cité OUA. Outre la communauté européenne au Togo, plusieurs personnalités dont le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Robert Dussey, d'autres membres du gouvernement, les chefs des missions diplomatiques, les représentants des Organisations internationales, des leaders politiques, des députés ont pris part à cette réception.

Une occasion pour l'ambassadeur Berlanga-Martinez de rappeler que la Journée de l'Europe marque l'anniversaire de la " Déclaration de Schuman "(du nom du ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman), le 9 mai 1950, qui appelait à l'unification de l'Europe afin de rendre la guerre impossible sur le vieux continent et tenter de répandre la paix et la prospérité sur le reste du monde.

" En cette année 2014, nous célébrons ce que nous avons déjà acquis, mais surtout nous nous réunissons pour réfléchir sur la voie que nous devons entreprendre pour continuer de façonner un avenir commun ", a souligné le diplomate européen qui a saisi l'opportunité pour rappeler le rôle de certaines institutions de l'UE. Il a fait savoir que le Conseil européen définit les orientations et priorités politiques générales de l'UE et se réunit au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Le Conseil de l'UE, composé de gouvernements nationaux, est une institution avec des pouvoirs législatifs. Quant au Parlement européen, il est le canal par lequel s'exprime la participation citoyenne. Raison pour laquelle M. Berlanga-Martinez a convié ses concitoyens à participer aux élections des membres de cette institution prévues entre les 22 et 25 mai 2014.

Une Europe généreuse et amicale

Selon le diplomate européen, l'Europe est surtout un idéal, un rêve

de paix qui contredit les messages simplistes de ceux qui plaident pour la reconstruction des frontières ou l'érection des barrières entre Européens et les autres comme si au XXIe siècle, le lieu de naissance, la couleur de la peau, le genre ou la religion peuvent justifier la discrimination.

Malgré la crise, l'Europe reste généreuse et amicale dans sa solidarité avec l'Afrique, a-t-il souligné, précisant que cette année, va démarrer un nouveau cycle de l'aide européenne, le 11e Fonds européen de développement 2014 - 2020 avec le doublement de l'allocation destinée à l'Afrique de l'Ouest dont fait partie le Togo. M. Berlanga-Martinez a ajouté que dans notre pays, les acteurs européens du développement, particulièrement la France, l'Allemagne et l'UE se sont concertés pour définir pour la première fois un " document conjoint de programmation " à travers lequel ils s'engagent à limiter la dispersion de leurs actions et à renforcer leur travail collectif.

L'opposition togolaise mise devant ses responsabilités

Les réformes constitutionnelles et institutionnelles qui sont au cœur de l'actualité politique au Togo, n'ont pas échappé à l'ambassadeur Berlanga-Martinez qui a réaffirmé la qualité du partenariat de l'UE avec

notre pays, un partenariat basé sur un dialogue politique sincère et au nom duquel il " invite toutes les forces politiques à faire un pas en avant dans les réformes constitutionnelles et institutionnelles ".

A cet effet, le ministre Dussey a clairement souligné, dans sa réponse au diplomate européen lors de la réception, que les réformes constitutionnelles et institutionnelles constituent une préoccupation majeure du gouvernement togolais et de l'ensemble de la classe politique dans la perspective de l'élection présidentielle de 2015. " Je vous rassure, Monsieur l'Ambassadeur, que ces réformes se feront par le gouvernement togolais. Elles se feront non pas pour plaire à l'Europe, mais parce que le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement togolais savent que ces réformes sont indispensables pour l'avenir du Togo. Nous les ferons parce que nous y croyons ", a-t-il martelé après avoir relevé les avancées importantes accomplies par le Togo dans divers domaines, notamment pour le renforcement de la gouvernance politique et économique, la consolidation de l'Etat de droit, la recherche constante de la cohésion nationale et de la dynamisation des leviers économiques, tout ceci grâce au soutien de l'UE.

Cette réaffirmation, par le gouvernement, de son engagement à



Robert Dussey (g) aux côtés des diplomates de l'UE, de la France et d'Allemagne

opérer les réformes politiques met, encore une fois devant ses responsabilités, l'opposition togolaise, notamment le Collectif Sauvons le Togo (CST) mené par l'ANC de Jean-Pierre Fabre, qui a choisi la diversion en s'enfermant dans ses conjectures. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé n'a cessé, en effet, de manifester clairement sa disponibilité et sa volonté d'opérer les réformes tant attendues par l'ensemble des acteurs politiques togolais. Il a ainsi reçu le chef de file de l'opposition, Jean-Pierre Fabre, le 05 mars dernier, puis instruit le Premier ministre de poursuivre les discussions avec la classe politique en vue d'aboutir aux conclusions qui seront ensuite soumises à l'approbation de l'Assemblée nationale, appelée à jouer pleinement son rôle dans ce sens.

En outre, dans son message à la nation à la veille du 54e anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale, le prési-

dent de la République a réitéré sa détermination de concrétiser les réformes en question en appelant tous les acteurs politiques à " dépassionner le débat, à ne se laisser guider que par le souci de doter notre pays d'un édifice institutionnel propice à son plein épanouissement ".

Après une première rencontre le 13 mars dernier, les discussions ont repris le 13 avril entre le Premier ministre Sélagodji Ahoomey-Zunu et les responsables de l'opposition parlementaire.

La balle est donc dans le camp de l'opposition qui doit faire preuve de responsabilité et de volonté de dialoguer véritablement en vue de parvenir enfin aux réformes souhaitées par tous.

A. KAPO

Afin de permettre l'accès au crédit du produit "APSEF" 1000 femmes ont été touchées par la phase préliminaire de sensibilisation

Les actions préparatoires au démarrage effectif des activités du tout premier produit du FNFI (Fonds national de la finance inclusive), "Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF) lancé le 26 avril dernier par le président de la République, Faure Gnassingbé vont bon train.

C'est dans ce cadre que la ministre Victoire Tomégah-Dogbé du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse, de l'emploi des jeunes, chargée de l'opérationnalisation du FNFI, a effectué une tournée à Lomé, pour s'assurer du démarrage effectif des acti-



Les femmes sensibilisées

vités du premier produit du FNFI. Cette supervision, selon les responsables du Fonds, est axée sur les institutions de micro finance qui, à travers le mécanisme du "

faire faire ", sont appelées à prendre en charge et à redistribuer les microcrédits aux femmes bénéficiaires.

Suite à la page 5

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

AGBANDA Pierre
Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.

Imprimerie St Louis
Tirage : 2000 ex.

Rencontre aujourd'hui des partis parlementaires avec le Premier ministre pour faire la synthèse des propositions :

L'ANC pose encore une fois des préalables en réclamant un médiateur

Les Togolais découvrent finalement que le vrai fossoyeur du dialogue sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles n'est autre que l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC). Et pourtant, c'est ce parti qui réclame bruyamment ce dialogue sur lequel s'accordent tous les acteurs politiques pour opérer ces réformes prévues par l'Accord Politique Global (APG), signé à Ouagadougou le 20 août 2006.

Le parti de Jean-Pierre Fabre fait croire à l'opinion nationale et internationale que c'est le pouvoir en place qui ne veut pas opérer les réformes. Pourtant, le même pouvoir accusé par l'ANC avait déjà pris certaines initiatives pour permettre aux acteurs politiques de se mettre ensemble dans un cadre pour discuter de ces réformes.

Le gouvernement avait à cet effet créé le Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation (CPDC rénové) pour permettre aux acteurs politiques de discuter de ces réformes. Mais aussi curieux que cela puisse paraître, le parti de Jean-Pierre Fabre avait catégoriquement rejeté cette offre du gouvernement en boycottant les discussions. Curieusement, ce parti ne cesse



Le PM Ahoomey-Zunu

de chanter à qui veut l'entendre qu'il veut un dialogue pour opérer les réformes institutionnelles et Constitutionnelles. Le président de ce parti, Jean-Pierre Fabre qui est heureux d'arborer le manteau de chef de file de l'opposition, se rend au Palais de la Présidence pour poser le même problème au Chef de l'Etat. Celui-ci lui a juste indiqué que le cadre idéal pour opérer les réformes est bien sûr l'Assemblée Nationale. Le chef de l'Etat a aussitôt instruit son Premier ministre de rencontrer les partis parlementaires pour recueillir leur avis sur le cadre idéal pour mener les discussions.

A l'issue de la première rencontre le 13 mars dernier, le Premier ministre avait promis aux différentes délégations une autre rencontre afin de leur faire le point des différentes proposi-



Jean-Pierre Fabre (ANC)

tions. C'est ce qui a eu lieu le mardi dernier.

En effet, le chef du gouvernement, Ahoomey-Zunu Séléagodji a rencontré les partis représentés au parlement pour leur faire le point et leur a donné rendez-vous pour ce matin. Au sortir de cette rencontre avec le Premier ministre, toutes les délégations ont adhéré à la démarche de ce dernier. Le chef du gouvernement leur a promis que la rencontre d'aujourd'hui lui permettra de leur soumettre la synthèse des propositions et de définir le format du dialogue.

Et comme il fallait s'y attendre, le parti de Jean-Pierre Fabre qui ne veut pas d'un dialogue serein, rend public un communiqué en date du 13 mai 2014 dans lequel il réclame un médiateur. " La délégation de l'ANC a également souligné l'importance qu'il convient d'accorder au

caractère structuré du dialogue, qui doit être placé sous la conduite d'un Médiateur et faire l'objet d'une préparation attentive et efficace ", indique ce communiqué.

" Que vient chercher le médiateur dans cette affaire ? ", s'indigne un diplomate occidental au Togo qui ne comprend pas pourquoi l'ANC veut encore une fois jouer à la diversion en posant des préalables. Faut-il se mettre à la recherche d'un médiateur au moment où tout est fin prêt pour que les acteurs se retrouvent afin de débattre des réformes à opérer ? Les acteurs politiques togolais sont-ils incapables de revoir et d'amender les articles de la Constitution qui posent problème ? Le médiateur sera-t-il présent à l'Assemblée Nationale pour imposer sa vision aux députés au moment du vote des réformes qui seront sorties des discussions ?

Autant de questions qui laissent apparaître clairement que l'ANC ne veut pas que ce dialogue puisse se tenir. Sûrement que la situation actuelle lui sert de fonds de commerce auprès de ses partenaires au point où Jean-Pierre Fabre et ses acolytes préfèrent jouer à la diversion au lieu d'emboîter le pas au gouvernement qui œuvre inlassablement pour que les discussions

puissent aboutir à des réformes très attendues par le peuple.

Ce qui est évident, c'est que les autres partis politiques sont dans la dynamique du gouvernement pour que les réformes puissent avoir lieu et vider ainsi l'APG. S'il faut se mettre à la recherche d'un médiateur consensuel, il n'est pas exclu que les réformes souhaitées aient lieu après l'élection présidentielle de 2015.

Pour l'heure, les discussions se poursuivent aujourd'hui et les Togolais seront situés sur le format du dialogue dont les conclusions passeront forcément par l'Assemblée Nationale où les élus du peuple auront sûrement leur mot à dire sur le texte qui leur sera soumis. C'est d'ailleurs pourquoi le Président Faure Gnassingbé avait proposé que les débats se déroulent au sein de l'hémicycle afin d'éviter une double discussion. Car aucun texte, même consensuel ou politique, ne s'impose aux députés.

Les acteurs politiques feraient mieux de suivre la voie tracée par le Chef de l'Etat, en menant directement les discussions au sein du parlement. La présence d'un médiateur est inutile car ce dernier n'ira pas donner des ordres aux honorables députés élus par le peuple.

Aliziou Dominique

Echanges gouvernement-partis politiques parlementaires mardi dernier :

Les acteurs politiques tiennent à la réussite du dialogue

Le cadre de discussions sur les Réformes institutionnelles et constitutionnelles sera connu aujourd'hui

Le Premier ministre, Arthème Kwési Séléagodji Ahoomey-Zunu, à la tête d'une délégation gouvernementale composée de Pré Simféchéou, son Directeur de Cabinet, du ministre Gilbert Bawara de l'Administration Territoriale et du Secrétaire d'Etat, Christian Trimua, a reçu, mardi dernier à la Primature, différentes délégations de la classe politique. Tous les partis invités étaient présents et ont pu soumettre au gouvernement leurs propositions et exprimer leurs préoccupations.

Le gouvernement a, au cours de cette concertation avec les partis politiques, réaffirmé sa volonté de poursuivre le dialogue politique entamé depuis mars dernier. A en croire les différents acteurs à cette rencontre, les assises d'aujourd'hui permettront de définir un cadre de discussion, afin de mieux plancher sur les sujets concernant les réformes institutionnelles et constitutionnelles de même que la tenue des élections locales et d'autres sujets d'intérêt national.

A la sortie de leur rencontre

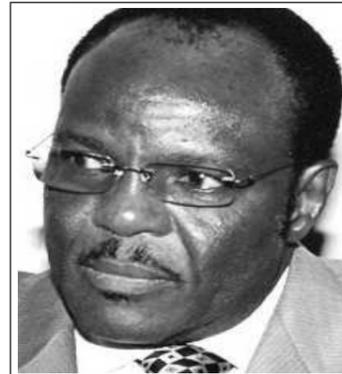


Patrick Lawson (ANC, CST)

avec la délégation gouvernementale, les représentants des différentes formations politiques ont salué la reprise des discussions et livré leurs impressions à la presse sans langue de bois.

Ainsi, la délégation de l'UNIR (Union pour la République) conduite par le premier vice-président du parti, M. Georges Aidam, a déclaré avoir pris acte de la décision du gouvernement de rendre possible les réformes.

" Le gouvernement nous a fait état des initiatives prises à ce jour pour que les discussions entre les partis politiques soient effectives. Nous avons pris bonne note de ce qui a été proposé et nous prenons acte du fait que ces discussions vont



Georges Aidam (UNIR)

s'ouvrir et nous nous réjouissons du fait que tous les partis politiques soient prêts pour y aller ", a confié M. Georges Aidam.

Il a par ailleurs rassuré que son parti est disposé à œuvrer pour la réussite des ces réformes. " Nous prenons acte de ce qui nous a été proposé ; nous ferons de notre mieux pour aboutir à des résultats attendus par le peuple ", a souligné le premier vice-président du parti.

" En marge des discussions, les réponses que nous avons reçues semblent nous satisfaire pour le moment ", s'est félicité pour sa part Patrick Lawson, 1er vice-président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC). " Nous mettons tout en



Adjamagboh-Johnson (Arc-en-ciel)

œuvre pour que ce dialogue soit une réussite ", a-t-il rassuré.

Pour lui, cette rencontre a permis aussi à son parti de soulever les problèmes relatifs aux incendies des marchés de Lomé et de Kara. " Les réponses que nous avons reçues semblent nous satisfaire pour le moment car nous avons été écoutés. Le Premier ministre nous a vu réitérer nos préoccupations et nous espérons que cette fois-ci, nous pourrions trouver un consensus sur les questions des réformes ", a-t-il ajouté avant de conclure que l'ANC mettra tout en œuvre pour la réussite de ce dialogue qu'il espère voir aborder tous les sujets.

Du côté de la coalition Arc-

en-ciel conduite par Brigitte Adjamagbo-Johnson, c'est le même engagement. " Nous en prenons acte. Et bien que ce soit arrivé tardivement, nous saluons le fait que nous puissions avancer, pourvu que chaque partie joue cette fois-ci véritablement le jeu ", a-t-elle indiqué.

" Nous devons trouver des solutions aux problèmes politiques pour que nous puissions enfin nous consacrer aux tâches de développement ", a martelé Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson qui a relevé l'importance de ce dialogue qui, selon elle, aurait dû se poursuivre depuis la signature de l'APG (Accord politique global) en 2006.

Soulignons que les réformes institutionnelles et constitutionnelles qui préoccupent tant les acteurs politiques portent sur six grands points, à savoir le régime politique, la nomination et les prérogatives du Premier Ministre, le mode de scrutin pour l'élection présidentielle, la durée et la limitation du mandat présidentiel, l'institution d'un Sénat et enfin, la réforme de la Cour Constitutionnelle et la CENI.

Pierre A.

Projet d'électrification rurale : Le DG de la CEET, Gnande Djeteli, satisfait du niveau d'avancement des travaux de la phase 2

La deuxième phase du projet d'électrification rurale contenu dans le second axe (renforcement des infrastructures économiques) de la Stratégie de Croissance Accélérée et de promotion de l'Emploi (SCAPE), initié par le gouvernement depuis 2013, est en cours de réalisation. Afin de constater de visu l'état d'avancement des travaux dudit projet, le directeur général de la CEET (Compagnie énergie électrique du Togo), M. Gnande Djeteli était dans la préfecture de Bassar pour une visite des chantiers les 09, 10 et 11 mai derniers.

M. Djeteli a visité respectivement KALANGA, INABA et BITCHABE, trois villages de la préfecture de Bassar sur les 69 villa-

ges bénéficiaires du projet sur l'ensemble du territoire national. Au terme de cette visite, le directeur général de la CEET s'est dit satisfait du niveau d'avancement des travaux.

" Cette visite rentre dans le cadre de la politique du chef de l'Etat qui est toujours à la recherche du bien-être de la population avec l'électrification rurale. Ces trois villages sont un échantillon puisque le projet se déroule simultanément dans les 69 localités bénéficiaires. Je crois que les travaux avancent normalement. Les poteaux vont arriver au troisième village d'ici deux semaines et l'électricité y sera effective d'ici un mois ", a-t-il indiqué.

Il est prévu pour l'ensemble des trois villages visités, un réseau de 21 km de ligne KV,



Des agents de la CEET en plein chantier...

avec trois transformateurs sur poteau 20 kV/400V de 50 KVA pour chacun des villages.

Les retombées de cette électrification pour les villages sont énormes. A BITCHABE par exemple, il permettra de mieux alimenter le dispensaire, le laboratoire, la maternité qui autrefois

étaient faiblement et par intermittence alimentés par une bobine connectée à un moulin utilisé depuis 2008.

La réalisation de cette infrastructure constitue un motif de joie pour les populations bénéficiaires. " Je suis ivre de joie en voyant mon village électrifié. Je remercie le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé pour ses actions en faveur de la population rurale. L'électricité aidera surtout l'hôpital ", s'est réjoui Koffi KPAMBI, chef du canton de BITCHABE qui a souligné que " désormais, on ne tiendra plus les torches pour lesquelles parfois même nous sommes incapables d'acheter les piles ".

Cette seconde phase du projet d'électrification rurale est réalisée grâce au financement de la République d'Inde à hauteur de 15 000 USD, soit 7 500 millions de Francs CFA. Elle consiste en la construction de 412 km de réseaux Moyenne Tension (MT) ; 120 km de

réseaux Basse tension (BT) et de 96 postes MT/BT type H61 (sur poteau).

Faisant d'une pierre deux coups, le directeur général de la CEET a profité de l'occasion pour visiter, à Kparatawo dans la ville de Bafilo (préfecture d'Assoli), un immeuble sélectionné pour devenir une Agence de la CEET en lieu et place du point d'encaissement qui n'était utile que pour le recouvrement, les autres services (intervention, extension, dépannage, raccordement etc.) étant assurés par des équipes venant soit de Kara ou de Sokodé. Ce qui rallongeait le délai de réalisation des travaux au profit des populations.

" Cette politique d'ouverture des agences s'inscrit dans la logique du contrat de performance de la CEET qui est lié à l'amélioration des services à offrir à la clientèle. Dans cette optique, il faut qu'on se rapproche davantage des clients pour être à leur écoute et pouvoir réagir promptement en cas de besoin. L'ouverture des agences permettra de pouvoir gérer les difficultés de recouvrement, d'intervention et d'extension dans la région", a expliqué le directeur général de la CEET.

C'est dans la même perspective qu'une autre agence est en cours d'installation à Pagouda. Rappelons que des agences similaires ont été récemment ouvertes par la CEET à Zorobar Kégué et à l'espace Avépozo.

Pierre A.

Bientôt les examens de fin d'année 2013-2014 : La dernière ligne droite pour les apprenants

Nous sommes à la mi-mai 2014 ! Déjà, près de huit mois de cours intensifs pour la majorité des élèves du Togo. Et les examens, c'est pour bientôt. Comment les aborder en toute sérénité ?...

La cloche va bientôt sonner pour le test final des candidats aux différents examens de fin d'année. Pendant que certains élèves, les plus distraits, essaient encore de refaire leur retard en plongeant de plus en plus le nez dans les cahiers, les consciencieux ont, eux, déjà entamé leur programme de révision pour parfaire les derniers réglages, en vue de passer dans de très bonnes conditions leur test de fin d'année.

Même si l'année scolaire finissante a connu des perturbations avec des pics au moment des mouvements de grève du corps enseignant, il faut noter que le calme est néanmoins revenu au moment opportun. L'une des conséquences de ces perturbations a été la décision du gouvernement d'écourter l'année scolaire 2013-2014, plutôt d'avoir les trois trimestres habituels, afin de rattraper le temps perdu à polémique autour des revendications des syndicats des enseignants.

Maintenant que l'heure de vérité veut sonner avec le début des examens de fin d'année, certains élèves sont pris de court, faute



Des élèves de retour de l'école...

d'une bonne préparation. Mais tout est encore jouable, puisque que tout est question de programmation avant d'affronter les examens de fin d'année.

D'abord, il ne faut surtout pas paniquer, dans la mesure où on a eu toute une année scolaire, même si celle-ci tire à sa fin, pour suivre les cours en salle. Ce qui veut dire qu'on a eu aussi le temps durant toute l'année de réviser ses cours parce qu'il fallait aussi préparer les devoirs surveillés sans compter les nombreuses interrogations. Pour un élève qui a été un tout petit peu sérieux, cela veut dire qu'il est sur la bonne voie et il lui suffit de faire un peu plus d'effort maintenant pour espérer affronter le test final sans trop de soucis.

Ensuite, il faut tout de suite se doter d'un planning de révision des cours pour ce test. Cela suppose qu'on doit être surtout concentré sur ce qu'on fait désormais ; cela ne signifie pas qu'il faut dormir

avec ses cahiers et bouquins, mais plutôt tirer le maximum de connaissances en un temps record et être à même de répondre à des questions dans la matière.

Cela voudrait dire qu'il faut adopter des comportements qui nous aident à mieux nous approprier les cours. Donc loin de nous la nervosité, l'anxiété, l'esprit de critique,... qui inhibent nos efforts.

Enfin, il faut au cours de nos révisions, faire le sport, un puissant remède contre l'anxiété, le stress. Surtout, avoir une alimentation équilibrée et éviter l'alcool, la drogue, et les milieux stressants. Cela nous permet d'accumuler beaucoup d'énergie positive pour l'effort mental et psychique auquel nous serons soumis durant ces moments de préparatifs.

Et une fois devant l'épreuve, détressez-vous, libérez votre esprit ; et même si une réponse vous échappe, gardez le sourire car cela vous donne la force pour continuer. Aussi, gardez-vous de faire des commentaires sur une épreuve déjà passée. Restez positifs et pensez à la suite des épreuves.

JPB

Lumière

Nous sommes sauvés par la grâce et non par les œuvres

Ephésiens 2 : 8 dit : "Car c'est par la grâce que vous êtes sauvés, par le moyen de la foi. Et cela ne vient pas de vous ; c'est le don de Dieu. Ce n'est point par les œuvres afin que personne ne se glorifie". Galates 2 : 21 ajoute : "Je ne rejette pas la grâce de Dieu ; car si la justice s'obtient par la loi, Christ est donc mort en vain". Notez bien qu'avec tous les passages que nous vous avons cités, vous les faux frères, vous ne pouvez jamais accepter ou aimer cela.

Voici ce que vous aimez : lisons Colossiens 2 : 20 : " Si vous êtes morts avec Christ aux rudiments du monde, pourquoi comme si vous vivez dans le monde, vous imposez-t-on ces préceptes : Ne prends pas, ne goûte pas, ne touche pas, préceptes qui deviennent tous pernicieux par l'abus et ne sont fondés que sur les ordonnances et les doctrines des hommes. Ils ont à la vérité une apparence de sagesse, en ce qu'ils indiquent un culte volontaire de l'humilité et le mépris du corps, mais ils sont sans aucun mérite et contribuent à la satisfaction de la chair ".

Écoutez cette bonne parole chaque lundi de 10heures à 11heures sur radio Carré Jeune (RCJ 103.1 FM)

Frère Koffi : 90213158

Fait divers

LA COMME BACK

La très splendide et imperturbable Doris n'aurait jamais cru que son "oiseau rare" pouvait la tromper avec une autre. Elle avait juré et rassuré ses consœurs sur le sérieux de son "homme". Et pourtant, trois mois seulement après la célébration de leur union devant l'officier de l'Etat civil confirmée à l'église, le dégât est à la porte.

Tchotoute, un jeune homme calme et rassurant, serait, à en croire ses amis et surtout l'informateur, très amoureux de sa dulcinée. Mais étant fonctionnaire d'un certain standing et mieux encore, fils d'un expatrié, riche de surcroît, il serait toujours harcelé par des filles, voire des femmes mariées. Il aurait à maintes reprises repoussé des avances mais aurait aussi succombé aux charmes de Essé, une collègue de service, économiste et chef de projet dans leur administration. L'on ne sait, par quelle alchimie, Essé qui habite le quartier où vit le couple Tchotoute, avait réussi à emballer le jeune marié. Après des échecs répétés, elle avait changé le fusil d'épaule en proposant un pot à Tchotoute. L'homme a vite mordu à l'appât. Cette rencontre "amoureuse" se serait bien déroulée si Tchotoute n'avait pas oublié sa voiture chez la copine.

En effet, s'étant rendu compte que le coin qu'il fréquentait se trouvait dans le périmètre de sa concession, Tchotoute avait préféré mettre son véhicule dans le garage chez Essé. Il avait passé un temps assez long avec elle avant de regagner sa maison mais à pieds. C'est donc le fait de rentrer chez lui sans sa voiture qui a attiré l'attention de sa femme.

A la question de son épouse de savoir où il avait laissé la voiture, il a laissé entendre que le véhicule avait été volé. Une alerte a été alors immédiatement donnée et des dispositions policières prises à cet effet. Si les recherches ont été improductives la nuit de la "perte", la supposée voiture volée a été retrouvée le lendemain là où elle avait été garée la veille, c'est-à-dire chez Essé.

Vérité oblige, Tchotoute aurait tout avoué à Doris avant d'implorer l'indulgence de cette dernière. Aux dernières nouvelles, le come back aurait été accepté. "Le mensonge se lève tôt mais la vérité finit toujours par le rattraper", dit-on, n'est-ce pas ?

B. TALOM

Gestion efficace et durable des ressources minières de l'UEMOA :**Vers une relecture du Code Minier Communautaire**

Dans le souci de créer des opportunités d'échanges et de mutualiser les expériences pour une gestion efficace et durable des ressources minières, les experts clés du secteur minier des huit pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) étaient réunis en atelier, du 12 au 14 mai dernier, à Lomé, ceci dans le cadre de " la réunion annuelle des Chambres des mines et des structures ITIE des Etats membres ". Une occasion pour ces experts nationaux d'impulser un nouvel essor du secteur minier de l'Union en vue de booster le développement de la communauté des huit pays...

Organisée à l'initiative de la Commission de l'UEMOA, cette réunion annuelle des Chambres des mines et des structures ITIE (Initiatives pour la Transparence dans les Industries Extractives) des Etats membres de l'UEMOA est un " cadre d'échanges et de mutualisations des expériences entre acteurs principaux dudit secteur, en vue d'apporter sa contribution à l'émergence d'une industrie minière prospère et profitable aux Etats et à leurs populations ".

Pendant trois jours (du 12 au



La table d'honneur à l'ouverture des travaux, le 12 mai dernier.

14 mai 2014), les experts nationaux des pays membres de l'Union ont échangé sur " la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, la mise en place et le renforcement des Chambres des mines ou Groupements professionnels des mines dans les pays de l'Union afin de mutualiser les expériences d'une part, et de susciter la mise place de ces structures dans les Etats qui n'en possèdent pas encore d'autre part ".

Bref, les participants à ces assises ont balisé la voie en vue de faciliter le dialogue inclusif dans le cadre du développement de l'industrie minière dans les Etats membres de l'Union. Ceci devra à coup sûr aboutir à une relecture

de la Politique minière commune en vue d'élaborer " un code moderne pour une gestion efficace, dynamique et transparente des ressources minières dans les Etats membres de l'UEMOA ".

Cadre de " référence prioritaire pour faire du secteur minier un des moteurs de la croissance économique et un moyen permettant d'améliorer durablement les conditions de vie des populations des Etats membres ", la Politique minière commune est une initiative des chefs d'Etat et de gouverne-

ment de l'Union qui " ont très tôt compris que l'accélération de l'intégration procure des avantages économiques supérieurs à ceux qui seraient obtenus par la simple addition des performances isolées

de chaque Etat pris individuellement ".

Soulignant que " le secteur minier occupe une place stratégique et joue un rôle important dans l'économie de nos Etats membres, notamment sa contribution au développement économique et social des populations de l'Union ", le Commissaire Chargé des Services Administratifs et Financiers, Essowè Barcola, représentant le Commissaire Chargé du Département de la Sécurité Alimentaire, de l'Agriculture, des Mines et de l'Environnement de l'Union, a rappelé les objectifs de la Politique Minière Commune qui sont entre autres : l'instauration d'un climat propice aux investissements miniers, le renforcement des capacités des structures institutionnelles et de recherches, la bonne gouvernance, la préservation de l'environnement,...

Tout en rappelant la " contribution du secteur minier à l'amélioration substantielle des recettes, au budget et à l'économie nationale " d'ailleurs " bien appréciée par les plus hautes autorités ", le ministre togolais des Mines et de l'Energie, Noupokou Dammipi, a rappelé les efforts faits par le gouvernement togolais pour " faire de ce secteur

un des leviers du développement économique et social du pays ". Dans sa quête d'une gestion transparente des revenus issus des industries extractives, le Togo a adhéré en 2009 à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ; après quatre ans d'activités, le pays a été déclaré, le 22 mai 2013, pays conforme. ", a déclaré le ministre Dammipi.

Rappelons que l'UEMOA est créée le 10 janvier 1994 à Dakar et a pour objectif essentiel l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel sont assurées une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire. Lié par l'usage d'une monnaie commune, le CFA arrimé à parité fixe à l'euro, cet espace est composé du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo, pour une superficie totale de 3.509.600Km², et 106,7 millions d'habitants.

JPB

Partenariat FNFI / Institutions bancaires :**La BOAD soutient le Fonds par un prêt de 5 milliards de FCFA**

Le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) vient de recevoir un soutien d'une institution bancaire de taille : la BOAD (Banque Ouest africaine de développement). Ce premier partenaire s'est signalé le 8 mai dernier à travers un prêt d'un montant global de cinq milliards de Francs CFA à l'Etat togolais.

La convention de financement signée entre le Président de la BOAD, M. Christian ADOVELANDE

et M. Adji Ayassor, ministre togolais de l'Economie et des Finances (en présence du ministre en charge du Développement à la Base, Mme Victoire Tomégah-Dogbé), intervient dans le cadre de la mise en œuvre du programme " Accès des Pauvres aux Services Financiers ", le tout premier produit du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI).

La signature de cet accord de prêt relatif au projet d'appui au secteur de la finance inclusive



La table d'honneur à la signature de la convention de financement

pour l'accès des pauvres au crédit avec le ministre togolais de

l'Economie et des Finances s'est déroulée dans ses locaux à Lomé.

Cette somme accordée à l'Etat togolais sous forme de prêt remboursable, permettra de concrétiser le lancement des activités du FNFI, par la mise en place des ressources financières, en vue d'un accompagnement des efforts du gouvernement au profit des couches déshéritées.

Par cet acte, la BOAD, devient non seulement le premier partenaire du FNFI après l'Etat togolais dans la mise en œuvre du produit APSEF mais aussi témoigne de sa volonté de combattre aux côtés des autorités, la pauvreté sur le sol togolais.

" A ce travers, ce projet, la BOAD marque son engagement aux côtés de l'Etat togolais dans la lutte contre la pauvreté. Ce prêt de 5 milliards de FCFA consenti, porte à 55 milliards 207 millions de FCFA, ses interventions dans le domaine du développement rural et des projets sociaux. Quant aux engagements cumulés de la BOAD au Togo, tous secteurs confondus, ils se chiffrent à ce jour à 446 milliards

de FCFA. ", a déclaré M. Christian ADOVELANDE, Président de la BOAD.

Pour sa part le ministre Ayassor a souligné l'importance du FNFI, un projet "original" " pour qui les populations, notamment celles exclues du système financier classique, manifestent un grand intérêt ". " Ce Fonds, je vous rassure sera utilisé à ce dont il est destiné ", a-t-il promis très ému.

Avec pour mode opératoire, la recherche auprès de l'Etat et de ses partenaires en développement des ressources sous forme de ligne de crédit, le FNFI compte s'appuyer sur d'autres partenaires pour atteindre ses objectifs. " Le FNFI ambitionne de mobiliser d'autres partenaires techniques et financiers comme la BAD, la BIDC, la Banque Mondiale et le Système des Nations Unies qui ont déjà donné leur adhésion à ce nouvel instrument au service des populations ", a indiqué Victoire TOME GAH-DOGBE, ministre de tutelle dudit Fonds.

Lancé le 26 avril dernier par le Président de la République, le produit APSEF du FNFI est destiné à régler la question de l'exclusion financière en assurant l'accès à des services financiers de base pérennes et viables.

300.000 personnes sont visées par APSEF avant la fin de l'année 2014 par l'intermédiaire des prestataires de services financiers, notamment les institutions de microfinance partenaires du FNFI.

Pierre A.

Afin de permettre l'accès au crédit du produit "APSEF"**1000 femmes ont été touchées par la phase préliminaire de sensibilisation**

Suite de la page 2

Pour rester dans les normes et s'assurer de l'entier remboursement du crédit et de son utilisation judicieuse, les institutions partenaires du fonds ont mis sur pied des modules de formations à l'endroit des bénéficiaires.

Environ 1000 femmes ont été touchées par la phase préliminaire de sensibilisation et d'information sur les conditions à remplir pour obtenir le produit APSEF.

" Nous avons au préalable sensibilisé les femmes sur ce qu'est la caution solidaire, comment entreprendre, le choix des activités génératrices de revenus, la gestion financière, le détournement du fonds, les avantages si l'on rembourse à temps, etc. pour leur permettre de maîtriser les contours du produit et de savoir comment rembourser ", a expliqué Mme Modesta Ayéna, chargée de portefeuille auprès du produit APSEF.

Au cours de cette phase, l'accent a été mis sur les modalités de remboursement et les femmes ont été informées sur le fait qu'il faut rembourser le fonds en 6 mois avec un intérêt de 5%.

La ministre du Développement à la base, Victoire Tomégah-Dogbé, a félicité les femmes pour leur mobilisation et leur détermination à changer leur vie et celle de leur famille en recherchant l'autonomie financière. Elle est revenue sur " l'obligation " pour ces femmes de rembourser ce qui leur est avancé.

Après Lomé, l'équipe de supervision sillonne actuellement Tsévié, Atakpamé, Sotouboua, Sokodé, Kara, Dapaong et Cinkassé.

Le produit APSEF est destiné à régler la question de l'exclusion financière en assurant l'accès à des services financiers de base pérennes et viables.

D'un montant individuel maximum de 30.000 FCFA à un taux d'intérêt unique et uniforme de 5% sur toute l'étendue du territoire, le crédit APSEF est destiné aux groupes solidaires sans caution matérielle ou financière. Seule la caution solidaire des membres du groupe, composé de 4 à 6 personnes, est exigée.

APSEF compte toucher 300.000 personnes avant la fin de l'année 2014 par l'intermédiaire des prestataires de services financiers, notamment les institutions de micro finance partenaires du FNFI.

Soulignons que La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), partenaire du Fonds, avait accordé au Togo, le 08 mai 2014, un financement de 5 milliards de FCFA sous forme de prêt remboursable.

Pierre A.

Sortie de livre "Togo, démocratie impossible ?" de Jonas Siliadin présenté au public : Revisiter l'histoire pour mieux envisager l'avenir ensemble

Hier mercredi a eu lieu dans un hôtel de la capitale la présentation du livre : "Togo, démocratie impossible ?" de Jonas Siliadin, ancien militant du Rassemblement du Peuple Togolais, exilé depuis 2002 en France. Cet événement qui a réuni la crème de poètes togolais avec à leur tête Me Joseph Kokou Koffigho, mais aussi des leaders politiques et des historiens, a eu le mérite de révéler au grand jour les tares des principaux acteurs politiques togolais... tout en préconisant une porte de sortie de crise pour un Togo viable et enviable.

Paru fin mars 2014 aux éditions Harmattan, "Togo, démocratie impossible ?" Selon son préfacier Tino Agbélenko Dogolo, "aura le don de faire école, en ce qu'il nous extirpe de l'enferment pour nous projeter dans l'avenir". Cet ouvrage de 150 pages, répartie en cinq sous-thèmes essentiels, est une "exhortation à faire œuvre de Janus en apportant un regard croisé entre le passé et l'avenir pour rendre possible la transmutation".

En effet, les débats politiques étant devenus trop arides et les sentiers arpentés pour une sortie de crise s'étant rétrécis dangereusement, il était alors devenu vital de trouver "une grille de lecture nouvelle, totalement différente de celle par laquelle nous appréhendons les événements d'ordinaire".

Et l'ancien membre actif du défunt Rassemblement du Peuple Togolais, Jonas Siliadin qui se taille actuellement une



Jonas Siliadin, auteur du livre "Togo, démocratie impossible ?"

place au soleil dans l'Hexagone, a certainement trouvé la formule magique qu'il faudrait inoculer aux acteurs politiques togolais pour les réveiller de leur long et lourd sommeil afin qu'ils effacent leur personne devant l'intérêt national.

Selon l'auteur, "les difficultés de notre pays à asseoir la démocratie résultent d'un ensemble de faiblesses et d'erreurs individuelles et collectives, qu'une façon nouvelle d'aborder les problèmes et une méthode rigoureuse de construction des solutions peuvent nous aider à corriger". Sans langue de bois, l'ancien élève du Collège St Joseph de Lomé, Jonas Siliadin, cite "la fragilité de la nation togolaise, la perfectibilité de notre culture politique, la partialité de l'armée, l'absence de séparation des pouvoirs et d'une justice indépendante, l'hostilité du régime RPT-UNIR à la démocratie, les difficultés internes de l'opposition démocratique, la "façon togolaise" d'aborder les problèmes et la dérive mystico-religieuse", comme étant les ingrédients qui retardent l'avènement d'un Togo nouveau et rayonnant

pour tous ses fils et filles.

Jetant la pierre aux Togolais dans leur ensemble, Jonas Siliadin relève que "nous, Togolais portons un grand intérêt à la politique ; chacun de nous a sa vision des choses, ses analyses, ses stratégies et ses convictions". Il ironise qu'"il y a au moins un million de Premiers ministres et autant de Présidents de la République au Togo". Mais le hic, selon lui, c'est que "malheureusement, très peu d'entre nous, ont une culture politique, c'est-à-dire une bonne compréhension du rôle de la politique, de ses mécanismes, de ses limites et de ses particularités, notamment par rapport à la religion ou à la morale".

Cette faiblesse qui tire son origine de notre passé politique commun, est renforcée par une certaine "vision de la politique qui a pour essence l'imagination et le ressentiment".

Cette situation malencontreuse est consolidée par le fait qu'ici, "les partis politiques ont presque toujours le visage d'un homme : son fondateur", bref "la présence de l'homme sur la structure", a longtemps enfermé

le jeu politique dans un carcan des relations personnelles, poussant parfois même les Togolais "à se réfugier derrière ces prismes déformants".

L'autre pan de l'histoire togolaise racontée au public par Jonas Siliadin, est entre autres les difficultés de l'opposition togolaise liées d'abord aux divisions internes et aux querelles de personnes mais également à l'absence d'une stratégie politique aboutie, conçue et déclinée avec méthode. Cette opposition qui se plaît dans des comportements contreproductifs et procycliques, devrait faire œuvre utile en organisant des assises cathartiques pour converger leurs énergies en vue de réaliser l'alternance politique tant désirée.

Au parti au pouvoir, l'auteur de cet ouvrage demande de tra-

vailer avec la jeune génération de militants, notamment les cadres du parti UNIR issus de grandes universités occidentales et à même d'assimiler et de traduire dans les faits, les exigences démocratiques. Pour lui, Faure Gnassingbé deviendrait un héros s'il prenait le courage d'organiser une conférence nationale bis, afin de permettre à ceux qui avaient des idées salvatrices et non calculatrices, de bien orienter les débats en vue de réconcilier les Togolais avec eux-mêmes, tout en gardant un regard positif sur notre avenir commun.

La grande muette, l'armée irréprouvable à l'échelle internationale, devrait, au plan interne, penser à se positionner comme "garant du cadre républicain et de la démocratie".

Jean-Pierre Bawéla

Cancer du sein : Les 102 substances à éviter

Des chercheurs américains ont identifié 102 substances chimiques que les femmes doivent éviter en priorité afin de réduire leur risque de développer un cancer du sein. Ils conseillent notamment de limiter les expositions aux émanations d'essence ou de gasoil et aux gaz d'échappement des véhicules, ou encore de réduire la consommation d'aliments cuits au barbecue.



La palpation des seins pour le diagnostic

Les produits utilisés dans les pressing, facteurs de risque de cancer du sein.

Seuls 5 à 10 % des cancers du sein sont d'origine génétique ; la plupart des tumeurs mammaires résultent en fait d'une exposition à des facteurs de risque environnementaux. Si l'on connaît bien le risque conféré par le tabagisme, la consommation excessive d'alcool ou encore certaines associations hormonales que l'on trouve dans des traitements de substitution, on manque encore de données concernant la plupart des produits susceptibles d'être toxiques pour l'homme, mais dont le caractère cancérigène a été démontré dans des études chez l'animal.

C'est le cas notamment de l'essence, du gasoil, et plus globalement des particules présentes dans les gaz d'échappement, des ignifuges, des textiles anti-taches, des dissolvants, des décapants à peinture et des dérivés de désinfectants utilisés dans le traitement de l'eau potable, expliquent les auteurs de l'étude publiée dans la revue "Environmental Health Perspectives", financée par Avon Foundation for Women, dont l'une des missions est de lutter contre le cancer du sein.

Les chercheurs du Silent Spring Institute ont donc dressé une liste de 216 produits chimiques connus pour leur caractère carcinogène chez les rongeurs. Ils ont ensuite analysé ceux auxquels les femmes sont les plus exposées, soit 102 produits, répartis en 17 groupes. L'un des objectifs était notamment d'identifier les biomarqueurs permettant

de mesurer le niveau d'exposition des femmes à ces facteurs de risque ; les chercheurs en ont trouvé 62 dans le sang, les urines ou d'autres fluides biologiques. Pour les autres produits, soit les chercheurs n'ont pas trouvé de biomarqueurs, soit ils doivent tester des méthodes utilisées chez l'animal.

Comment limiter son exposition aux facteurs de risque de cancer du sein ? Comment se prémunir contre ces facteurs de risque et limiter ainsi celui de développer un cancer du sein ? En suivant les conseils des chercheurs :

- Évitez l'exposition à l'essence, gasoil et fumées d'échappement (éteindre son véhicule à l'arrêt, utiliser des tondeuses à gazon électriques, troquer sa voiture contre la marche ou les transports en commun...);
- Fuyez les fumeurs (et arrêtez vous-même de fumer si ce n'est déjà fait !);
- Utilisez la hotte lorsque vous cuisinez ;
- Limitez votre consommation de produits carbonisés, cuits au barbecue ;
- Trouvez un teinturier qui n'utilise pas de perchloroéthylène ou d'autres solvants ;
- N'achetez pas de meubles contenant de la mousse de polyuréthane à moins que celle-ci n'ait pas été traitée avec des ignifuges ;
- Utilisez un bon filtre à charbon pour filtrer l'eau avant de la consommer ;
- Dans la maison, ôtez vos chaussures, utilisez un aspirateur avec un filtre HEPA et, lorsque vous faites le ménage, préférez un chiffon humide et une éponge aux produits ménagers.

Carole AGHEY/doctissimo

SANTÉ : Comment soigner la fatigue ?

Quand se lever devient chaque jour une torture, il faut savoir dire stop ! Qui sont les véritables responsables de cette fatigue qui vous cloue sur l'oreiller et vous empêche de mettre un pied devant l'autre ? Quelques conseils pour vous réconcilier avec votre réveil.



Une jeune fille présentant les signes de fatigue

Coup de pompe, coup de barre et grosse fatigue. Vous n'en êtes pas là par hasard ! Notre corps est une machine bien huilée qui nous fait vite payer nos petites négligences. Parce que se lever dans l'attente de se recoucher enfin n'est pas une vie, une petite analyse s'impose...

Pourquoi est-on fatigué ?

Pour comprendre le mal à l'origine de votre lassitude permanente, faites un petit check-up de vos habitudes quotidiennes. Vous trouverez au premier banc des accusés : le sommeil. Rien d'étonnant, mal dormir, ça fatigue ! Tourner et se retourner, se réveiller plusieurs fois par nuit ne peut que se solder par des matins difficiles. Second coupable : le stress. Quand les soucis du boulot, des enfants, de la famille ont tendance à se mélanger, on court à la catastrophe. Ajouter à cela un zeste de carences alimentaires et vous êtes bon pour la vraie baisse de

Repartir sur de nouvelles bases

Quand l'organisme ne suit plus, il faut s'adapter. La véritable solution : retrouver l'équilibre avec un grand E. Car tout est imbriqué. Renouer avec une alimentation riche et variée doit permettre de pallier les diverses carences qui vous guettent (vitamines, fer, sels minéraux...).

Pour trouver le temps de se reposer, il suffit souvent de mieux s'organiser. Redessinez la frontière salvatrice qui sépare jadis le boulot de votre vie personnelle et acceptez enfin l'idée que vous ne pouvez pas tout

faire. Pour cela, apprenez à dire non ! Une fois ce petit ménage fait dans votre tête et dans votre vie, vous aurez enfin une chance de retrouver le sommeil, le bon, le profond, celui qui repose.

Faire la peau au coup de barre !

Il existe évidemment des remèdes pour agir rapidement sur la fatigue et finir la journée. De tradition française, le petit café bien corsé, est sans doute le geste anti-fatigue le plus courant.

Mais il ne vous permettra certainement pas de retrouver de l'énergie durablement. Pour sortir de l'hiver difficile, vous pouvez opter pour une cure de vitamine C ou des cocktails de vitamines et d'oligo-éléments.

La prise de vitamines, d'oligo-éléments, d'acides aminés et de sels minéraux est efficace. Mais ne vous contentez pas d'un comprimé par-ci par-là, seules les cures vous remettront durablement sur pieds.

Quoi qu'il en soit, la fatigue est un indice qu'il serait dangereux de négliger. Si elle persiste, consultez votre médecin, il saura, à l'aide d'examens et d'analyses, retrouver la cause du mal et surtout vous soigner !

Carole AGHEY/doctissimo

Brésil 2014 | Jour J-27 : Déjà le visage des sélections

C'est parti pour le duel à distance

A moins de quelques semaines du 2 juin 2014, date butoir pour la publication des différentes sélections, les annonces se multiplient quant aux probables effectifs qui se retrouveront pour la grande messe mondiale du ballon rond. Après le Brésil, premier pays à avoir rendu publique la liste des 23 Brésiliens devant prendre part à cette messe mondiale du cuir rond, c'est le tour de l'Algérie, de l'Angleterre, de la France, de la Croatie, du Costa Rica, ... de dévoiler les leurs. Mais le temps presse, puisque les 32 pays qualifiés ont jusqu'au 2 juin prochain pour communiquer la liste des 23 retenus pour la compétition.

Même si les pays comme le Brésil ou le Mexique ont déjà annoncé une liste définitive des 23 joueurs, d'autres, comme l'Algérie ou la France, vont d'abord dévoiler une pré-liste de 30 éléments (dits "à libérer"), avant de fournir "une liste définitive de 23 joueurs, dont trois gardiens de but. A noter qu'un remplacement d'un joueur blessé parmi les 23 est possible au cours de la compétition, en respect aux règles de la FIFA ; mais " de tels remplacements doivent être approuvés par écrit par la commission médicale de la FIFA, après réception et acceptation d'un certificat médical".

Coup de projecteur sur certaines des différentes listes disponibles...

Les 23 joueurs brésiliens retenus par Luis Felipe Scolari

Luiz Felipe Scolari a annoncé le 07 mai dernier, depuis Rio de Janeiro, sa liste définitive composée de 23 joueurs pour la Coupe du Monde 2014. Les athlètes sont attendus le 26 mai à Granja Comary pour le début du stage de préparation.

Même si la sélection brésilienne est secouée ces derniers temps par une affaire de fraude fiscale qui met au centre l'actuel entraîneur de 65 ans de l'équipe nationale du Brésil qui n'aurait pas déclaré sept millions d'euros au fisc, une irrégularité datant de la période 2003-2008 alors qu'il était à la tête du Portugal. Mais une enquête de la justice portugaise devrait faire la lumière sur cette affaire et dissiper les nuages qui planent sur le technicien portugais. Interrogé à ce sujet, l'intéressé a tout simplement démenti ces allégations.

Composition de la sélection brésilienne :

Gardiens: Julio César - Toronto ; Jefferson - Botafogo ; Victor - Atlético Mineiro

Latéraux: Daniel Alves - FC Barcelone ; Maicon - AS Rome ; Marcelo - Real Madrid ; Maxwell - PSG

Défenseurs centraux: Thiago



Luis Felipe Scolari, coach du Brésil

Silva - PSG ; David Luiz - Chelsea ; Dante - Bayern de Munich ; Henrique - Naples

Milieux défensifs: Luiz Gustavo - Wolfsburg ; Paulinho - Tottenham ; Hernanes - Lazio ; Fernandinho - Manchester City

Milieux offensifs: Oscar - Chelsea ; Ramires - Chelsea ; Willian - Chelsea ; Bernard - Shakhtar

Attaquants: Fred - Fluminense ; Neymar - Barcelone ; Hulk - Zenit ; Jô - Atlético Mineiro

Les Pays-Bas sans Van Der Wiel et avec Van Persie

Pas de réservistes à proprement parler dans la sélection des Pays-Bas pour le prochain Mondial. Une liste de 30 joueurs a été rendue publique, mais l'entraîneur devra la débarrasser de sept malheureux d'ici le 2 juin.

Wesley Sneijder, Rafael Van der Vaart, Dirk Kuyt, Klaas-Jan Huntelaar ou encore Robin van Persie seront du voyage au pays de la Samba. Pas de chance pour Van Der Wiel du PSG qui devrait attendre encore.

La liste des 30 :
Gardiens: Krul (Newcastle), Cillessen (Ajax), Vorm (Swansea), Zoet (PSV)

Défenseurs : Verhaegh (Augsbourg), Van Aanholt (Vitesse), Rekik (Man City), De Vrij (Feyenoord), Martins Indi (Feyenoord), Kongolo (Feyenoord), Blind (Ajax), Veltman (Ajax), Vlaar (Aston Villa), Janmaat (Feyenoord)

Milieux : Sneijder (Galatasaray), Fer (Norwich), Nigel De Jong (Milan AC), Clasie (Feyenoord), De Guzman (Swansea), Van der Vaart (Hambourg), Vilhena (Feyenoord), Wijnaldum (PSV)

Attaquants : Depay (PSV), Boetius (Feyenoord), Lens (D. Kiev), Van Persie (Man Utd), Kuyt (Fenerbahçe), Huntelaar (Schalke 04), Promes (Twente), Robben (Bayern Munich)

Les 23 de Didier Deschamps, coach des Bleus de France

La liste tant attendue de Didier Deschamps, sélectionneur des Bleus de France, pour disputer la prochaine coupe du monde de foot au Brésil, le 12 juin prochain, est enfin disponible. L'on note sur cette liste deux grands absents, Samri Nasri que le coach

français n'a jamais vraiment pu voir et Eric Abidal qui, malgré une bonne saison avec Monaco, ne fera pas partie du voyage même sur les bancs des remplaçants pour ses bons et loyaux services rendus...

Les 23+7 convoqués sont :
Gardiens: Lloris, Mandanda, Landreau

Défenseurs: Sakho, Varane, Sagna, Debuchy, Koscielny, Mangala, Evra, Digne

Milieux: Cabaye, Matuidi, Pogba, Sissoko, Grenier, Mavuba, Valbuena

Attaquants: Benzema, Giroud, Rémy, Ribéry, Griezmann

Réservistes: Cabella, Gonalons, Lacazette, Perrin, Ruffier, Schneiderlin, Trémoulinas

Angleterre : Le gouvernement pessimiste à une qualification au second tour

Héritant d'un groupe assez compliqué aux côtés de l'Italie, de l'Uruguay et du Costa Rica dans le Groupe D, l'Angleterre n'était déjà pas très optimiste quant à ses chances de briller à la Coupe du monde. Le gouvernement a donné le coup de grâce aux derniers espoirs en misant sur un gros flop au Brésil. Les Anglais ont un sacré programme, et le gouvernement lui-même ne voit pas son équipe sortir de cette première phase.

Un document du ministère de l'Intérieur concernant le prolongement des heures d'ouverture des pubs pendant la compétition avance en effet que l'équipe de Roy Hodgson n'a que peu de chances d'aller en huitième. "Alors que l'Angleterre est assurée de jouer les premiers matches, la probabilité est grande qu'elle ne jouera pas les derniers", est-il écrit dans ce rapport, qui prévoit déjà des retombées économiques réduites pour les pubs.

Coupe du Monde 2014: Mitroglou, Gekas, Karagounis, les 29 Grecs

Contrairement à d'autres sélectionneurs, celui de la Grèce a choisi d'établir une pré-liste de 29 joueurs pour sa troisième Coupe du Monde. Le pays espère compter sur toutes ses stars pour dépasser le premier tour de la compétition en dépit d'une deuxième partie de saison assez terne de certains des cadres de la sélection à l'image de Kostas Mitroglou de Fulham (relégué d'ailleurs en deuxième division anglaise...)

Rappelons que la Grèce est dans le même groupe C que la Côte d'Ivoire, le Japon et la Colombie.

Costa Rica: Les 30 sélectionnés pour le Mondial 2014

Jorge Luis Pinto, le sélectionneur costaricain, a établi une pré-liste de

30 joueurs pas très connus en vue du Mondial 2014. Des 30 retenus, seuls quelques-uns évoluent en Europe, comme les attaquants Joël Campbell (Olympiakos) et Bryan Ruiz (PSV Eindhoven), présents dans cette liste.

Le Costa Rica aura fort à faire, puisque que le pays d'Amérique centrale se trouve dans le Groupe D avec l'Angleterre, l'Italie et l'Uruguay.

Le groupe costaricain :

Gardiens de but: Keylor Navas (Levante), Patrick Pemberton (Alajuelense), Daniel Cambrero (Hereditano), Esteban Alvarado (AZ Alkmaar)

Défenseurs : Giancarlo Gonzalez (Columbus Crew), Johnny Acosta (Alajuelense), Kendall Waston (Saprissa), Michael Umana (Saprissa), Roy Miller (New York Red Bulls), Christian Gamboa (Rosenborg), Oscar Duarte (Bruges), Heiner Mora (Saprissa), Junior Diaz (Mayence), Waylon Francis (Columbus Crew)

Milieux de terrain : Yeltsin Tejada (Saprissa), Carlos Hernandez (Wellington Phoenix), Celso Borges (AIK), José Miguel Cubero (Hereditano), Hansell Arauz (Saprissa), Michael Barrantes (Aalesund), Esteban Granados (Hereditano), Ariel Rodriguez (Alajuelense), Jairo Arrieta (Columbus Crew), Marco Urena (Kuban Krasnodar), Christian Bolanos (Copenhague), Diego Calvo (Valerenga)

Attaquants : Randall Brenes (Cartagines), Alvaro Saborio (Real Salt Lake), Bryan Ruiz (PSV Eindhoven), Joel Campbell (Olympiakos)

Falcao dans la pré-liste de la Colombie, adversaire de la Côte d'Ivoire

C'est un grand risque, mais l'entraîneur de la Colombie a voulu bien le prendre. Il a mis Radamel Falcao dans la pré-liste pour le Mondial 2014. Victime d'une rupture des ligaments croisés en janvier dernier, l'attaquant de Monaco avait été opéré trois jours plus tard à Porto. Sera-t-il à 100% pour jouer la compétition ? Nuls ne saura répondre avant le 2 juin (...)

Côte d'Ivoire :

Le sélectionneur national des Éléphants de Côte d'Ivoire, Sabri Lamouchi, a rendu publique la liste des 28 joueurs présélectionnés pour participer au Mondial 2014 au Brésil. On retrouve ainsi les principaux cadres, Didier Drogba, les frères Yaya et Kolo Touré, Gervinho, Didier Zokora, Salomon Kalou. De même, Mandé Sayouba a été appelé en doublure de Boubacar Barry. Le jeune gardien, arrivé en Norvège du côté de Stabaek à 18 ans commence à être appelé régulièrement par Sabri Lamouchi.

La Côte d'Ivoire affrontera la Bosnie (le 30 mai à Saint-Louis aux Etats-Unis) et le Salvador (le 4 juin à Dallas) avant d'entamer le Mondial. Les "Éléphants" affronteront dans le groupe C le Japon (14 juin à Recife), la Colombie (le 19 juin à Brasilia) et la Grèce (le 24 juin à Fortaleza).

Le Chili avec Vidal et Sanchez

Les choses ne seront pas faciles pour le Chili lors du prochain Mondial. L'Australie et surtout l'Espagne et le Pays-Bas se dresseront sur son chemin dans le groupe B. Pour passer ces obstacles, le sélectionneur pourra compter sur Arturo Vidal dans l'entrejeu et Alexis Sanchez dans l'attaque. En attendant une liste des 23, il a publié les 30 présélectionnés pour la compétition.

La liste des 30 Chiliens :

Gardiens : Claudio Bravo (Real Sociedad/ESP), Johnny Herrera (Universidad de Chile), Cristopher Toselli (Universidad Católica), Paulo

Garces (O'Higgins)

Défenseurs : Gary Medel (Cardiff City/ANG), Gonzalo Jara (Nottingham Forest/ANG), Marcos Gonzalez (Union Espanola), Enzo Andia (Universidad Católica), Jose Rojas (Universidad de Chile), Eugenio Mena (Santos/BRE), Mauricio Isla (Juventus/ITA)

Milieux : Jorge Valdivia (Palmeiras/BRE), Felipe Gutierrez (Twente/NET), Rodrigo Millar (Atlas/MEX), Jose Pedro Fuenzalida (Colo Colo), Pablo Hernandez (O'Higgins), Matias Fernandez (Fiorentina), Francisco Silva (Osasuna/ESP), Arturo Vidal (Juventus/ITA), Charles Aranguiz (Internacional/BRE), Marcelo Diaz (Bâle/SUI), Carlos Carmona (Atalanta/ITA), Miiko Albornoz (Malmo/SUE)

Attaquants : Alexis Sanchez (Barcelone/ESP), Esteban Paredes (Colo Colo), Eduardo Vargas (Valence/ESP), Gustavo Canales (Union Espanola), Jean Beausejour (Wigan Athletic/ANG), Mauricio Pinilla (Cagliari/ITA), Fabian Orellana (Celta Vigo/ESP)

Equateur: Les 30 présélectionnés avec Valencia

Antonio Valencia est l'un des joueurs clés de l'équipe nationale de football de l'Equateur. Et c'est naturellement que le joueur de Manchester United a été retenu dans la liste des 30 joueurs présélectionnés par le coach équatorien Reinaldo Rueda pour le Mondial 2014 qui commence dans moins d'un mois.

Engagé dans le groupe E de la France, l'Equateur devra aussi lutter contre la Suisse et le Honduras pour sortir des phases de poules.

La liste de 30 présélectionnés

Gardiens : Maximo Banguera (Barcelone SC), Alexander Dominguez (LDU Quito), Adrian Bone (El Nacional)

Défenseurs : Frickson Erazo (Flamengo), Jorge Guagua, Jhon Narvaez, Oscar Bagui, Gabriel Achilier (all Emelec), Walter Ayovi (Pachuca), Juan Carlos Paredes (Barcelone SC), Cristian Ramirez (Fortuna Duesseldorf)

Milieux : Segundo Castillo (Al-Hilal), Carlos Gruezo (VfB Stuttgart), Renato Ibarra (Vitesse Arnhem), Cristian Noboa (Dinamo Moscou), Pedro Quinonez (Emelec), Luis Saritama (Barcelone SC), Antonio Valencia (Manchester United), Edison Mendez (Independiente Santa Fe), Fidel Martinez (Tijuana), Oswaldo Minda (Chivas USA), Michael Arroyo (Atlante)

Attaquants : Felipe Caicedo (Al-Jazira), Jefferson Montero (Morelia), Joao Rojas (Cruz Azul), Armando Wila (Universidad Católica, Ecuador), Jaime Ayovi (Tijuana), Enner Valencia (Pachuca), Cristian Penilla (Barcelone SC), Angel Mena (Emelec)

Les 30 pré-sélectionnés de la Croatie, adversaire du Cameroun

Le sélectionneur de la Croatie, Niko Kovac, a dévoilé sa première liste de 30 joueurs convoqués pour la Coupe du monde. Josip Simunic, le défenseur du Dinamo Zagreb est absent de cette liste. La FIFA a suspendu le joueur pour 10 matches pour avoir entonné un chant néo-nazi lors de la victoire en novembre dernier face à l'Irlande (2-0).

Par contre, on y retrouve le gardien de Monaco, Danijel Subasic, le milieu du Real Madrid, Luka Modric et l'attaquant du Bayern Munich, Mario Mandzukic.

La Croatie se trouve dans le groupe A, en compagnie du Brésil, pays organisateur, du Cameroun, représentant africain et du Mexique (...)

JPB & africafoot.com

COMMUNIQUE RELATIF A L'AGRESSION DU CONFRERE BLAISE AYEIGNON DU JOURNAL "ŒIL D'AFRIQUE"

Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) a appris avec une vive émotion et indignation, l'agression dont a été victime le 11 mai dernier, monsieur Blaise AYEIGNON, le directeur de publication de l'hebdomadaire "Œil d'Afrique"

Selon le récit de notre confrère, des individus faisant partie d'un réseau de trafiquants de drogue sur lequel il mènerait des investigations, se sont rendus à son domicile pour s'en prendre à lui ainsi qu'à sa famille, entraînant des blessures qui ont nécessité une hospitalisation.

Le Conseil National des Patrons de Presse condamne avec véhémence cet acte intolérable qui porte une atteinte grave à la liberté de presse. Il engage les autorités policières à diligenter

sans délai une enquête pour faire toute la lumière sur cette agression afin que ses auteurs subissent la rigueur de la loi.

Le Conseil National des Patrons de Presse exprime toute sa sympathie à monsieur AYEIGNON ainsi qu'à sa famille, et les assure de sa solidarité.

Le Conseil National des Patrons de Presse appelle tous les journalistes à davantage de vigilance dans l'exercice de la profession et leur demande de respecter le protocole de sécurité lorsqu'ils travaillent sur des sujets dits sensibles.

Fais à Lomé le 13 mai 2014
Le Secrétaire général du CONAPP
Fabrice PETCHEZI

REPUBLIQUE DU TOGO

Travail - Liberté - Patrie

MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET DE L'ALPHABETISATION


agetur - togo

Agence d'Exécution des Travaux Urbains du Togo à Haute Intensité de Main d'Oeuvre

PROJET "AMÉLIORATION DE L'ACCÈS ET DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DE BASE" BID ÉDUCATION III
TRAVAUX D'EXÉCUTION ET D'ÉQUIPEMENT DE CENT (100) FORAGES POSITIFS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES AU TOGO
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°002/BID III/MEPS/AGETUR-TOGO/2014

Lomé, le 30 avril 2014

E-mail: ageturtogo@yahoo.fr /ageturinfo@agetur-togo.com

B.P. : 80267 LOME - TOGO

1. Le Gouvernement de la République Togolaise (dénommé " l'Emprunteur ") a reçu un financement auprès de la Banque Islamique de Développement (BID), en vue de financer le coût du Projet " Amélioration de l'Accès et de la Qualité de l'Education de Base ", et se propose d'utiliser une partie des fonds de ce don pour effectuer des paiements autorisés au titre des marchés des " TRAVAUX D'EXECUTION ET D'EQUIPEMENT DE 100 FORAGES POSITIFS AU TOGO ".

2. Le gouvernement, représenté par le ministère des Enseignements Primaire et Secondaire (MEPS), en accord avec la Banque Islamique de Développement, a désigné l'Agence d'Exécution des Travaux Urbains du TOGO (AGETUR-TOGO) comme maître d'ouvrage délégué.

3. L'AGETUR-TOGO, agissant pour le compte du Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire, sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la réalisation de nouveaux forages répartis comme suit :

Lot 1 : Région Maritime et des Plateaux : Réalisation de 47 forages positifs équipés de pompes à motricité humaine,

Lot 2 : Région Centrale, de la Kara et des Savanes : Réalisation de 53 forages positifs équipés de pompes à motricité humaine,

Le délai d'exécution des travaux est fixé à quatre (4) mois.

Un soumissionnaire ne peut être attributaire des deux lots que s'il répond à toutes les exigences pour l'attribution des lots.

Les variantes ne seront pas autorisées.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National tel que défini dans le Code des Marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires tous les jours ouvrables à l'adresse suivante :

Direction Technique de l'AGETUR-TOGO

1337, Bd Jean Paul II, Tokoin Wuiti

Tél. : (228) 22 26 14 46 / 22 26 46 84

Fax : (228) 22 26 46 53

6. Les exigences en matière de qualifications sont :
 " Etre ressortissant d'un Pays répondant aux critères d'éligibilité définis dans l'édition en vigueur des Directives de la BID;
 " Conditions légales de l'entreprise;
 " Situation financière de l'entreprise;
 " Disponibilité du matériel et du personnel qualifié pour l'exécution des travaux.

(Voir les DPAO pour les informations détaillées).

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cent mille francs **(100 000) F CFA de 8H à 12H et de 15H à 17H** à l'adresse mentionnée ci-haut à partir du 30 avril 2014. La méthode de paiement se fera par versement en espèces ou par virement sur le compte **N° 7010 1214 0033 5602** ouvert au nom **d'AGETUR-TOGO fonctionnement** chez ECOBANK-TOGO. Le Dossier d'Appel d'offres sera remis de main en main.

Le Dossier d'Appel d'Offres sera également disponible en support électronique. Pour le retrait, chaque soumissionnaire pourra se munir d'une clé USB.

8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après Direction Générale de l'AGETUR-TOGO, Lomé-TOGO au 1337, Bd Jean Paul II, Tokoin Wuiti-Lomé au plus tard **le mardi 03 juin 2014 à 09h TU**. Les offres en retard ne seront pas acceptées.

9. Les offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission émise par une banque de la place, d'un montant égal à sept millions cinq cent mille (7 500 000) FCFA pour chaque lot. Cette garantie demeurera valide vingt-huit (28) jours après la durée de validité des offres.

10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et au DPAO.

11. Les offres seront ouvertes à la salle de conférence de l'AGETUR-TOGO en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le mardi 03 juin 2014 à 09H TU**.

Le Directeur Général de l'AGETUR-TOGO